



RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

1er semestre 2020 (du 1er janvier au 30 juin 2020)

Mis en ligne le 24/09/20 à 22h00

RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'activité du Groupe a été impactée de façon significative par la crise sanitaire liée à la Covid-19, et ses répercussions sur la vie économique, ainsi que par la baisse des cours des produits pétroliers résultant d'une baisse de la demande dans ce contexte de contraction économique. Sur un plan opérationnel, cela s'est traduit sur le semestre par :

- Un arrêt de l'unité de Sinès au Portugal durant 37 jours (du 18/4 au 25/5), du fait de l'arrêt ou du fort ralentissement de l'activité des clients. Ainsi, l'unité P2R de Sinès a produit sur le semestre écoulé 11.872 tonnes et en a vendu 9.887 (contre respectivement 13.360 et 12.000 tonnes au 30 juin 2019), soit une baisse en volume de la production de 11% et de 18% pour les ventes. Le cours moyen du Brent est quant à lui baissé de 34% entre le 1^{er} semestre 2019 et le 1^{er} semestre 2020. La résultante de cette crise est la suivante sur l'évolution du chiffre d'affaires :

	30 Juin 2020	30 Juin 2019	Variance k€	Variance %
Activité Produits raffinés	2.101	3.595	-1 494	-42%
Activité Portuaire	909	958	-49	-5%
Total C.A.	3.010	4.553	-1.543	-34%

La baisse de chiffre d'affaires sur les produits raffinés se décompose en -20% d'effet volume et -22% d'effet prix ; la société ayant réussi à mettre en place des prix planchers pour certains clients afin de limiter l'impact de la baisse des cours.

- L'arrêt complet du chantier de l'unité de Marseille du 17 mars au 11 mai 2020, suivi d'un redémarrage progressif (du fait de retards sur certaines livraisons et une productivité plus faible des fournisseurs post-confinement). La nouvelle date estimée de démarrage est courant premier semestre 2021 et non plus fin 2020.
- Un allongement des études et de la durée de construction du Mini-P2R. La réception de la première unité est attendue elle aussi au courant du premier semestre 2021.
- La mise en place de mesures de chômage partiel pour le siège à Paris et le chantier de Marseille.

Sur le plan financier, le premier semestre 2020 se solde par une perte nette de 2,3 M€, représentant une dégradation de 1,8 M€ en comparaison avec le premier semestre 2019.

Une structure financière solide

En dépit de la crise sanitaire, le Groupe conserve une structure financière solide qui lui permet de poursuivre ses investissements sur l'unité de Marseille et le Mini-P2R ; ceci sans avoir sollicité de PGE (Prêt Garanti par l'Etat).

Au 30 juin 2020, la trésorerie disponible s'élève à 7,6 M€, Vs 6,0 M€ au 31 décembre 2019. La dette brute s'élève à 20,2 M€ et les capitaux propres à 19,3 M€.

Ainsi, l'endettement net au 30 juin 2020 est de 12,6 M€, à comparer à un endettement net de 7,2M€ au 31 décembre 2019, reflet de la période d'investissements sur le site de Marseille (4,3 M€ sur le premier semestre).

Développement au cours du semestre

Marseille

Notre filiale, Ecoslops Provence, dont le groupe Total est actionnaire à hauteur de 25%, a poursuivi les travaux de construction de l'unité P2R (capacité de 30.000 tonnes).

Comme indiqué en préambule, le chantier a dû être entièrement fermé du 17 mars au 11 mai 2020, et a ensuite repris progressivement. La date de mise en service de l'unité a donc été décalée au premier semestre 2021.

En dehors de l'impact de la crise sanitaire, le chantier, sur un plan technique et industriel, se déroule conformément à nos attentes.

Au premier semestre, Ecoslops Provence a effectué le tirage de la totalité de la ligne de financement (6,5M€) auprès du pool bancaire BNP Paribas/HSBC/Banque Populaire Méditerranée.

Anvers

Les études environnementales et de danger ont été lancées dans le cadre de la préparation des dépôts de permis de construire et d'exploiter. Ces dépôts devraient avoir lieu à la fin de l'année 2020 et les autorisations sont attendues pour fin 2021, date à laquelle pourront être lancés les travaux de construction, pour une mise en service au 1^{er} trimestre 2023.

Pour rappel, une partie du financement BEI est prévue pour financer la quote-part de fonds propres nécessaire à l'unité d'Anvers. (8 M€ sur les 18 M€ de financement total).

Mini-P2R

Après une phase de tests sur la version pilote en 2019, la conception de la première unité industrielle a été lancée au cours du premier semestre 2020. La société a pu constater les attentes fortes du marché pour cette solution, en particulier pour sa nouvelle fonctionnalité qui concerne le traitement des huiles de vidange usagées. Il est rappelé que la société a signé 2 lettres d'intention : la première en janvier 2020 avec la société Aqua Flore à Agadir au Maroc et la seconde en juin 2020 avec la société Valtech Energy à Kribi au Cameroun.

La société mène actuellement 2 négociations dont une devrait aboutir d'ici la fin de l'année 2020.

La société a décidé d'industrialiser ces unités par le biais d'un partenariat avec une entreprise basée en France, afin de maximiser la réactivité, de préserver la confidentialité et de garantir la qualité de fabrication. Le choix de ce partenaire industriel est en cours et sera finalisé début octobre 2020.

Perspectives et événements postérieurs

La société a déposé une demande de permis « Seveso Haut » pour l'unité de Sines au Portugal, permettant de stocker beaucoup plus de déchets d'hydrocarbures que sous le permis précédent, « Seveso Bas ». Les capacités de stockage pourront ainsi passer de 5.000 à 20.000 mètres cube, sans investissement complémentaire en bacs de stockage mais nécessitant un reporting plus étoffé. Cette augmentation de la capacité de stockage permettra une approche beaucoup plus opportuniste des achats de résidus à l'avenir. Nous pensons pouvoir disposer de cette autorisation avant la fin de l'année 2020, et d'en bénéficier à plein à compter de 2021. Les procédures d'importation de déchets d'hydrocarbures depuis la zone ARA ainsi que le traitement administratif du nouveau permis sont fortement ralentis par les impacts Covid et de ce fait la visibilité sur les approvisionnements de fin d'année est réduite. La société profitera d'un éventuel arrêt de l'usine pour anticiper ses travaux de révision décennale de bacs.

Le second tirage de 5 M€ auprès de la BEI a été réalisé fin juillet 2020, dans le cadre des travaux de construction de l'unité de Marseille et de construction de la première unité Mini-P2R.

Enfin, la trésorerie du Groupe (10,4 M€ à fin août 2020) et future (avec 8 M€ de tirage bancaire BEI restant à effectuer pour le projet d'Anvers) nous permet d'une part de financer notre programme d'investissements et les frais de fonctionnement, et d'autre part d'absorber les conditions de marché dégradées de notre activité portugaise.

La société est pleinement concentrée sur l'optimisation de l'unité portugaise, le démarrage prochain de l'unité française et la préparation des travaux de l'unité belge, pour ce qui concerne ses unités en propre.

Le Mini-P2R est un nouvel axe de croissance très important, qui s'adresse à un marché inexploité pour l'instant : celui de la régénération des huiles de vidange usagées en combustibles. La société dispose des atouts humains, techniques et financiers pour prendre une position de référence sur ce nouveau marché.

ECOSLOPS

COMPTES CONSOLIDES

Du 01/01/2020 au 30/06/2020

SOMMAIRE

1. Comptes consolidés au 30 Juin 2020.....	4
1.1. Bilan Actif	4
1.2. Bilan Passif	5
1.3. Compte de résultat	6
1.4. Flux de trésorerie	8
1.5. Capitaux propres.....	9
1.5.1. Variation des capitaux propres (en k€).....	9
1.5.2. Eléments financiers dilutifs	9
2. Notes annexes aux états financiers consolidés.....	10
2.1. Informations générales	10
2.2. Evènements significatifs	10
2.2.1. Opérations sur capital	10
2.2.2. Activité Industrielle et commerciale	10
2.2.3. Développement.....	11
2.2.4. Financement	11
2.3. Continuité d'exploitation.....	11
2.4. Principales méthodes comptables	11
2.4.1. Utilisation d'hypothèses et d'estimations.....	11
2.4.2. Principe de consolidation	12
2.4.3. Conversion des états financiers des filiales étrangères.....	12
2.4.4. Transactions en devises étrangères.....	12
2.4.5. Immobilisations incorporelles	12
2.4.6. Immobilisations corporelles	13
2.4.7. Immobilisations financières.....	13
2.4.8. Contrats de location	13
2.4.9. Stock.....	14
2.4.10. Clients et créances d'exploitation.....	14
2.4.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	14
2.4.12. Impôts exigibles.....	14
2.4.13. Impôts différés.....	14
2.4.15. Provisions	15
2.4.16. Actifs et passifs éventuels	15
2.4.17. Reconnaissance des revenus.....	15
2.4.18. Résultat par action	15
2.4.19. Périmètre de consolidation au 30 Juin 2020.....	15
2.4.20. Informations sectorielles	16
2.5. Notes sur le bilan	16
2.5.1. Actifs immobilisés Bruts	16
2.5.2. Amortissements	17
2.5.3. Créances	17
2.5.4. Emprunts bancaires	18
2.5.1. Emprunts bancaires et dettes financières diverses.....	18
2.6. Notes sur le compte de résultat.....	19
2.6.1. Détail du chiffres d'affaires.....	19
2.6.2. Charges financières nettes	19
2.6.3. Charges d'impôts.....	19
2.6.4. Résultat par action	19
2.7. Autres informations.....	19

2.7.1.	Nombre d'actions composant le capital social	19
2.7.2.	Informations relatives aux parties liées	20
2.7.3.	Effectifs	20
2.7.4.	Engagements hors bilan.....	20
2.7.5.	Rémunération des dirigeants	20
2.7.6.	Evènements postérieurs au 30 juin 2020	20

1. Comptes consolidés au 30 Juin 2020

1.1. Bilan Actif

ACTIF	30-juin-20	Exercice précédent 31-déc.-19	Variation
--------------	-------------------	--	------------------

	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Recherche et développement	477 396 €	272 303 €	205 093 €	246 080 €	-40 987 €
Concessions, brevets, droits similaires	5 680 €	5 680 €			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	2 028 441 €	332 304 €	1 696 137 €	1 640 747 €	55 390 €
Autres immobilisations corporelles	21 210 086 €	6 580 873 €	14 629 213 €	15 226 843 €	-597 630 €
Immobilisations en cours	15 062 146 €		15 062 146 €	10 797 317 €	4 264 829 €
Autres participations	19 147 €		19 147 €	19 147 €	
Prêts					
Autres immobilisations financières	152 874 €		152 874 €	155 883 €	-3 009 €
TOTAL (I)	38 955 770 €	7 191 160 €	31 764 610 €	28 086 017 €	3 678 593 €

Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	474 134 €		474 134 €	1 171 567 €	-697 433 €
Avances et acomptes versés sur commandes	10 186 €		10 186 €	3 607 €	6 579 €
Clients et comptes rattachés	1 294 964 €	154 648 €	1 140 316 €	1 490 344 €	-350 028 €
Autres créances	1 960 858 €		1 960 858 €	1 822 846 €	138 012 €
Valeurs mobilières de placement	30 595 €		30 595 €	33 755 €	-3160 €
Disponibilités	7 607 178 €		7 607 178 €	5 945 293 €	1 661 885 €
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	107 809 €		107 809 €	131 873 €	-24 064 €
TOTAL (II)	11 485 724 €	154 648 €	11 331 076 €	10 599 285 €	731 791 €

Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	1 027 949 €		1 027 949 €	1 101 709 €	-73 760 €
TOTAL ACTIF (0 à V)	51 469 443 €	7 345 808 €	44 123 635 €	39 787 011 €	4 336 624 €

1.2. Bilan Passif

PASSIF	Exercice clos le 30-juin-20	Exercice clos le 31-déc.-19	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé :)	4 431 734 €	4 431 734 €	- €
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	33 218 177 €	33 218 177 €	- €
Réserves consolidées	-18 972 806 €	-17 322 701 €	-1 650 105 €
Résultat Net – Part du groupe	-2 268 178 €	-1 650 107 €	-618 071 €
Subventions d'investissement	1 701 649 €	1 750 873 €	-49 224 €
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 174 463 €	1 208 312	-33 849 €
TOTAL (I)	19 285 039 €	21 636 288 €	-2 351 249 €
Avances conditionnées			
		1 267 411 €	-1 267 411 €
TOTAL (II)		1 267 411 €	-1 267 411 €
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	163 710 €	129 363 €	34 347 €
TOTAL (III)	163 710 €	129 363 €	34 347 €
Emprunts et dettes			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	18 376 663 €	10 472 410 €	7 904 253 €
. Découverts, concours bancaires	799 €	2 304 €	-1 505 €
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	1 867 411 €	1 443 595 €	423 816 €
. Associés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 739 347 €	2 911 623 €	-1 172 296 €
Dettes fiscales et sociales	795 428 €	878 942 €	-83 514 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	917 763 €	339 709 €	578 054 €
Autres dettes	977 475 €	705 365 €	272 109 €
TOTAL (IV)	24 674 886 €	16 753 949 €	7 920 937 €
TOTAL PASSIF (I à V)	44 123 635 €	39 787 011 €	4 336 624 €

1.3. Compte de résultat

P&L	Exercice clos le			Exercice précédent	Variation en valeur	Variation en %
	30-juin-20 (6 mois)			30-juin-19 (6 mois)		
	France	Exportations	Total	Total		
Production vendue services		3 009 925 €	3 009 925 €	4 552 902 €	-1 542 977 €	-34%
Chiffre d'affaires Net		3 009 925 €	3 009 925 €	4 552 902 €	-1 542 977€	-34%
Production immobilisée			168 520 €	459 804 €	-291 284 €	-63%
Production stockée			97 823 €	-38 862 €	136 685 €	
Subvention d'exploitation			2 733 €	69 500 €	-66 767 €	-96%
Quote part de Subv viré au résultat			63 514 €	49 843 €	13 671 €	27%
Autres produits			72 311 €		72 311 €	
Total des produits d'exploitation (I)			3 414 826 €	5 093 187 €	-1 678 361 €	-33%
Achats matières premières et autres			1 495 982 €	1 679 511 €	-183 529 €	-11%
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			1 583 696 €	1 704 533 €	-120 837 €	-7%
Impôts, taxes et versements assimilés			28 523 €	61 646 €	-33 123 €	-54%
Salaires et traitements			1 289 370 €	1 138 185 €	151 185 €	13%
Charges sociales			446 535 €	348 162 €	98 373 €	28%
Dotations aux amortissements sur immobilisations			676 630 €	651 287 €	25 343 €	4%
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			73 760 €		73 760 €	
Dotations aux provisions pour risques et charges			34 347 €		34 347 €	
Autres charges			47 883 €	36 032 €	11 851 €	33%
Total des charges d'exploitation (II)			5 676 726 €	5 619 356 €	57 370 €	1%
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-2 261 900 €	-526 169 €	-1 735 731 €	330%

Autres intérêts et produits assimilés	2 649 €	1 500 €	1 149 €	77%
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		2 221 €	-2 221 €	-100%
Total des produits financiers (V)	2 649 €	3 721 €	-1 072 €	-29%
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées	234 425 €	116 360 €	118 065 €	101%
Différences négatives de change	816 €	127 €	689 €	543%
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)	235 241 €	116 487 €	118 754€	-102%
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-232 592 €	-112 766 €	-119 826 €	106%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	-2 494 492 €	-638 935 €	-1 855 557 €	290%
Total des produits exceptionnels (VII)	1 €	1 €	-	-
Total des charges exceptionnelles (VIII)		33 €	-33 €	-100%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	1 €	-32 €	33 €	-103%
Impôts sur les bénéfices (X)	-192 465 €	-157 772 €	-39 693 €	26%
Total des Produits (I+III+V+VII)	3 417 476 €	5 096 909 €	-1 679 432 €	-33%
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	5 719 502 €	5 578 104 €	136 399 €	2%
RESULTAT NET	-2 302 026 €	-481 195 €	-1 820 831 €	378%
Dont part des minoritaires	-33 849 €	-15 548 €	-18 301 €	118%

1.4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et autres instruments de placements, sous déduction des découverts bancaires.

RUBRIQUES	30/06/2020		31/12/2019	
	En k€		En k€	
Résultat net des sociétés intégrées	-2 302 k€		-1 691 k€	
Amortissements et provisions	785 k€		1 356 k€	
VNC				
Subv viré à résultat	-64 k€		-734 k€	
Variation des impôts différés	14 k€		741 k€	
Capacité d'autofinancement	-1 567 k€		-328 k€	
Variation du besoin en fonds de roulement	1 017 k€		633 k€	
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-550 k€		305 k€
Acquisition d'immobilisations	-4 636 k€		-9 033 k€	
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 636 k€		-9 033 k€
Emprunts Obligataires				
Comptes courants d'associés			-9 k€	
Remboursement Subvention			-877 k€	
Souscription Capital			230 k€	
Emprunt Total Raffinage France - Provence	550 k€		1 250 k€	
Autres Variations	6 k€			
Autres Variations				
Variation d'emprunts	6 288 k€		6 205 k€	
Remboursements d'emprunts				
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		6 844 k€		6 799 k€
Variations de trésorerie		1 658 k€		-1 929 k€
Trésorerie d'ouverture		5 979 k€		7 909 k€
Trésorerie de clôture		7 637 k€		5 979 k€

1.5. Capitaux propres

1.5.1. Variation des capitaux propres (en k€)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat net	Subvention d'investissement	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2018	4 403	33 016	(15 822)	(1 500)	2 320	22 418
Augmentation de capital	28	202				230
Affectation du résultat			(1 500)	1 500		0
Q/P des minoritaires			1 250	(41)		1 208
Autre variation					(570)	(570)
Résultat 31 décembre 2019				(1 650)		(1 650)
Situation au 31 décembre 2019	4 431	33 218	(16 072)	(1 691)	1 750	21 636
Affectation du résultat			(1 691)	1 691		0
Q/P des minoritaires				(34)		(34)
Autre variation					(49)	(49)
Résultat 30 Juin 2020				(2 268)		(2 268)
Situation au 30 Juin 2020	4 431	33 218	(17 763)	(2 302)	1 701	19 285

1.5.2. Eléments financiers dilutifs

Le Conseil d'administration du 9 novembre 2018 a décidé de l'attribution gratuite de 18 442 actions: 13 750 actions gratuites de performance régies par le Plan 2018-1 et 4 692 actions gratuites ordinaires régies par le plan 2018-2. Pour le plan 2018-1, la date d'attribution définitive est fixée au 9 janvier 2021 et pour le plan 2018-2, elle est fixée au 9 novembre 2020. L'attribution définitive de ces actions interviendra si les critères de performance et de présence sont remplis à ces dates. Une fois définitivement attribuées, ces actions sont soumises à une période de conservation fixée à un an.

Le Conseil d'administration du 21 décembre 2018 a décidé de l'attribution gratuite de 300 actions ordinaires : plan 2018-2b. Pour le plan 2018-2b, la date d'attribution définitive est fixée au 21 décembre 2020. L'attribution définitive de ces actions interviendra si les critères de présence sont remplis à cette date. Une fois définitivement attribuées, ces actions sont soumises à une période de conservation fixée à un an.

Le Conseil d'administration du 10 février 2020 a décidé de l'attribution gratuite de 32 692 actions: 28 000 actions gratuites de performance régies par le Plan 2020-1 et 4 692 actions gratuites ordinaires régies par le plan 2020-2. Pour les plan 2020-1 et 2020-2, la date d'attribution définitive est fixée au 11 février 2022. L'attribution définitive de ces actions interviendra si les critères de performance et de présence sont remplis à ces dates. Une fois définitivement attribuées, ces actions sont soumises à une période de conservation fixée à un an.

La Société n'a pas attribué d'options de souscription d'actions.

Compte tenu de l'ensemble de ces instruments dilutifs et compte tenu de la caducité de certaines attributions (condition de présence non remplie ou lettre d'acceptation non retournée), le nombre d'actions nouvelles susceptibles d'être émises, au 30 juin 2020, s'élevait à **47 806** actions soit un capital potentiel de **1,08 %** (sur une base non diluée).

Tableau de synthèse des instruments dilutifs au 30 Juin 2020 :

	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions devenues caduques	Nombre d'actions pouvant être souscrites (post division du nominal)
Actions gratuites 2018-1	13 750	-1 500	12 250
Actions gratuites 2018-2	4 692	-414	4 278
Actions gratuites 2018-2b	300	-300	-
Actions gratuites 2020-1	28 000	-1 000	27 000
Actions gratuites 2020-2	4 692	-414	4 278
Total	51 434	-3 628	47 806

2. Notes annexes aux états financiers consolidés

2.1. Informations générales

Ecoslops (« la société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») exercent leur activité dans le domaine de la collecte et du traitement des résidus hydrocarburés issus des navires. Les filiales Ecoslops Côte d'Ivoire et Cleanwater sont sans activité.

La société Ecoslops SA (mère du groupe) est une société par actions dont le siège social est au 7 rue Henri Rochefort 75017 Paris et immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Paris sous le numéro Paris B 514 197 995.

Les titres de la société sont cotés sur le marché Euronext Growth depuis le 20 février 2015.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2020.

Les états financiers consolidés au 30 Juin 2020 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, selon les principes définis par le Règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable (CRC) du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés des entreprises commerciales.

2.2. Evènements significatifs – Crise Covid

2.2.1. Opérations sur capital

Une nouvelle filiale à 100%, Ecoslops Flanders, a été créée en Janvier 2020. Cette filiale a son siège social à Anvers en Belgique et est porteuse du projet d'installation d'un P2R au sein du Port d'Anvers.

Le conseil d'administration, réuni le 10 février 2020, a autorisé l'attribution d'actions gratuites de 32 692 actions dans le cadre de 2 plans :

- Plan 2020-1 : ce plan concerne 28 000 actions. L'attribution définitive n'interviendra pour les bénéficiaires que si les critères de performance et de présence sont remplis. Une fois définitivement attribuées, ces actions sont soumises à une période de conservation fixée à un an.
- Plan 2020-2 : ce plan concerne 4 692 actions. L'attribution définitive n'interviendra pour les bénéficiaires que si le critère de présence est rempli. Une fois définitivement attribuées, ces actions sont soumises à une période de conservation fixée à un an.

2.2.2. Activité Industrielle et commerciale

L'activité du Groupe a été impactée de façon significative par la crise sanitaire liée à la Covid-19, et ses répercussions sur la vie économique, ainsi que par la baisse des cours des produits pétroliers résultant d'une baisse de la demande dans ce contexte de contraction économique. Sur un plan opérationnel, cela s'est traduit par :

- Un arrêt de l'unité de Sinès au Portugal durant 37 jours (du 18/4 au 25/5), du fait de l'arrêt ou du fort ralentissement de l'activité des clients. Ainsi, l'unité P2R de Sinès a produit sur le semestre écoulé 11.872 tonnes et en a vendu 9.887 (contre respectivement 13.360 et 12.000 tonnes au 30 juin 2019), soit une baisse en volume de la production de 11% et de 18% pour les ventes. Le cours moyen du Brent est quant à lui passé de 58,5 € le baril au 1^{er} semestre 2019 à 38,4 € le baril au premier semestre 2020, soit une baisse de 34%. La résultante de cette crise est la suivante sur l'évolution du chiffre d'affaires :

	30 Juin 2020	30 Juin 2019	Variance k€	Variance %
Activité Produits raffinés	2.101	3.595	-1 494	-42%
Activité Portuaire	909	958	-49	-5%
Total C.A.	3.010	4.553	-1.543	-34%

La baisse de chiffre d'affaires sur les produits raffinés se décomposent en -20% d'effet volume et -22% d'effet prix ; la société ayant réussi à mettre en place des prix planchers pour certains clients afin de limiter l'impact de la baisse des cours.

- L'arrêt complet du chantier de l'unité de Marseille du 17 mars au 11 mai 2020, suivi d'un redémarrage progressif (du fait de retards sur certaines livraisons et une productivité plus faible des fournisseurs post-confinement)
- Le ralentissement des études et de la construction du Mini-P2R
- La mise en place de mesures de chômage partiel pour le siège à Paris et le chantier de Marseille.

2.2.3. Développement

Au cours du 1er semestre, et en prenant en compte les impacts cités au paragraphe précédent, le groupe :

- a poursuivi la construction de l'unité de production de Marseille. Au 30 juin 2020, ces investissements figurent en immobilisations en cours pour un montant de 14.197 k€ (contre 5.719 k€ au 30 juin 2019 et 10.221 k€ au 31 décembre 2019).
- a lancé les études liées à la construction de la première unité Mini-P2R. Celles-ci représentent un montant de 103 k€ d'immobilisations en cours au 30 juin 2020. Sur le plan commercial, les négociations sont très avancées avec deux ports : celui d'Agadir au Maroc (pour lequel un accord d'essai-vente a été signé le 31/1/2020) et celui de Kribi au Cameroun (pour lequel une LOI a été signée le 24/6/2020).
- a lancé les études de danger et d'environnement dans le cadre des dossiers de dépôt de permis pour l'unité d'Anvers.

2.2.4. Financement

Il est rappelé que le 1er semestre 2019 avait vu la signature de 2 contrats de financement, à savoir un financement bancaire de 6,5m€ auprès de BNP, HSBC et Banque Populaire Méditerranée pour l'unité de Marseille ainsi qu'un financement « Corporate » de 18m€ auprès de la Banque Européenne d'Investissements destiné aux financements de Marseille, Anvers et la R&D. Au cours du 1^{er} semestre 2020, la ligne de crédit de 6,5m€ a été entièrement tirée dans le cadre du financement des travaux de construction de l'unité de Marseille.

2.3. Continuité d'exploitation

Compte tenu de la situation financière de la société, le principe de continuité d'exploitation est approprié pour la clôture des comptes au 30 juin 2020.

2.4. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés et d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (loi du 3 janvier 1985 complétées par le nouveau règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 99-02 du 29 avril 1999, n°2004-06 concernant la comptabilisation des actifs et n° 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs).

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique.

2.4.1. Utilisation d'hypothèses et d'estimations

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- L'évaluation des actifs corporels
- Le niveau d'activité future
- Les dépréciations d'actifs circulants

Changement d'estimation comptable :

Il n'y a eu aucun changement au cours de l'exercice.

2.4.2.Principe de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect par la détention de plus de 50% des droits de vote émis sont consolidées par intégration globale.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les soldes bilanciaux et transactions réciproques sont éliminés en totalité dans les sociétés intégrées.

La consolidation est réalisée à partir des comptes clos au 30 Juin 2020

2.4.3.Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les sociétés consolidées établissent leurs comptes en euros.

2.4.4.Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères, s'il en existe, sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros aux taux de change de clôture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le compte de résultat.

2.4.5.Immobilisations incorporelles

2.4.5.1. Principes

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan au coût historique.

2.4.5.2. Ecart d'acquisition

Il n'existe pas d'écart d'acquisition à la clôture de l'exercice.

2.4.5.3. Coûts de développement

Les coûts de développement engagés au cours de l'exercice sont comptabilisés en immobilisations incorporelles selon la méthode préférentielle. Les frais de recherche et de développement correspondent à l'effort réalisé par l'entreprise pour son propre compte. Ils sont inscrits à l'actif dès lors qu'ils remplissent simultanément les conditions suivantes :

- le projet en cause est nettement individualisé,
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale,
- le coût du projet peut être distinctement établi.

Les frais correspondant au temps passé sur le projet P2R - OW2P par les salariés ont été immobilisés sur l'exercice 2014. L'évaluation a été calculée sur la base du coût horaire et des frais directement liés au projet. Ils sont amortis sur une durée de 5 ans. Au 30 juin 2020, ces frais sont amortis à 100%.

Les frais relatifs au développement du pilote du Mini-P2R ont été comptabilisés sur l'exercice 2019 pour un montant de 246 k€ et sont amortis sur 3 ans.

2.4.5.4. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées du droit d'entrée versé à CLT pour bénéficier de la sous concession du site de Sines au Portugal et de logiciels qui sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation prévue.

Le droit d'entrée versé à CLT est amorti linéairement sur 15 ans, durée de la concession.

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 3 ans.

2.4.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les frais intercalaires et les dépenses financières engagés dans le cadre de ces immobilisations ne sont pas comptabilisés à l'actif.

Les amortissements sont calculés en mode linéaire selon les durées attendues d'utilisation suivantes :

- Matériels de bureau et informatiques : 3 à 5 ans
- Mobiliers : 10 ans

L'installation P2R - OW2P au Portugal a été mise en service en décembre 2014. Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie réelle de chaque composant :

Etudes, Engineering, Consulting (1)	15 à 30 ans
Génie civil	40 ans
Bâtiments	40 ans
Four tubulaire	15 ans
Matériel centrifugation	15 ans
Echangeurs de chaleur	15 ans
Autres équipements	10 ans
Réservoirs	30 ans
Tuyauterie	30 ans
Instrumentation Electricité	30 ans
Unité Pilote	5 ans
Structure métallique	30 ans
Autres	3 à 15 ans
Unité traitement des eaux	15 ans
Unité séparation	15 ans
Général	15 ans

2.4.7. Immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements sont comptabilisés à leur valeur nominale et dépréciés si un risque de non recouvrement est constaté.

2.4.8. Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est-à-dire qu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués. Les contrats de location-financement ne sont retraités que lorsque l'impact est significatif. Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dette financière. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

2.4.9. Stock

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode FIFO à leur coût d'acquisition, qui est constitué du prix d'achat, des frais accessoires et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des marchandises. Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur vénale du bien considéré est inférieure à la valeur brute inscrite au bilan.

2.4.10. Clients et créances d'exploitation

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. Les en-cours de services comprenant les travaux effectués non encore facturés ont été reclassés dans les créances clients en factures à établir. Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

2.4.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend exclusivement des comptes courants ouverts auprès d'établissements de crédit.

2.4.12. Impôts exigibles

L'ensemble des sociétés du groupe est à ce jour déficitaire.

2.4.13. Impôts différés

Les impôts différés résultent des éléments suivants :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation
- déficits fiscaux reportables dont l'imputation sur les bénéfices futurs est probable

2.4.14. Avantages accordés au personnel

2.4.14.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

2.4.14.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies : l'obligation du groupe est limitée au versement de cotisations. Ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire. Les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

Régimes à prestations définies : les indemnités de fin de carrières ne sont pas comptabilisées compte tenu de leur caractère non significatif.

2.4.14.3. Autres avantages à long terme

Il n'existe aucun avantage à long terme.

2.4.14.4. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées lors de la mise en œuvre d'une procédure.

2.4.15. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

2.4.16. Actifs et passifs éventuels

Il n'existe ni actifs ni passifs éventuels au 30 Juin 2020.

2.4.17. Reconnaissance des revenus

Les revenus du Groupe sont principalement constitués de la vente de carburant marin, des services rendus aux navires (collecte de résidus hydrocarbonés, fourniture d'eau), de vente de vapeur aux industries du port. Les taxes sur le chiffre d'affaires propres à certains pays sont déduites du chiffre d'affaires.

2.4.18. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué inclut au dénominateur le nombre de titres potentiellement à créer (Cf. § 2.6.4).

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur à la valeur des capitaux propres.

2.4.19. Périmètre de consolidation au 30 Juin 2020

ENTREPRISES	SIEGES	N° SIREN	% de CONTROLE	% d'INTERET	METHODE
Ecoslops SA	7, rue Henri Rochefort 75017 Paris	514 197 995	100 %	100 %	I.G.
Ecoslops Portugal SA	Edificio ZILS – Monte Feio Apartado 138 7521-902 Sines - PORTUGAL	508 816 777	100 %	100 %	I.G.
Ecoslops Provence	7, rue Henri Rochefort 75017 Paris	841 724 578	75,01 %	75,01 %	I.G.
Ecoslops Flanders BV (1)	Uitbreidingstraat 60-62 2600 Antwerpen - BELGIQUE	0741547083	100 %	100 %	I.G.
Cleanwater LTD (2)	Edificio ZILS – Monte Feio Apartado 138 7520-064 Sines PORTUGAL	509 942 423	100 %	100 %	Non Consolidé
Ecoslops Côte d'Ivoire SA (2)	Abidjan Zone Industrielle de Vridi Rue de la pointe des fumeurs 06 BP 2593 Abidjan 06	CI-ABJ-2014- B-4237	60%	60%	Non Consolidé

(1) La société Ecoslops Flanders a été créée le 14 Janvier 2020 et est consolidée pour la première fois au 30 juin 2020.

(2) Ces deux sociétés sont sans activité en 2020.

Filiales et participations non consolidées	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur nette des titres détenus	Résultat du dernier exercice clos
Cleanwater LTD	10 000 €		100%	10 000 €	NS
Ecoslops Côte d'Ivoire SA	3 811 € (1)		60%	9 147 € (2)	NS

(1) Capital social versé.

(2) Dont 6 860 Euros de versement restant à effectuer sur l'acquisition des titres

2.4.20. Informations sectorielles

Ecoslops ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale «la Collecte, le traitement et la valorisation des résidus pétroliers et toutes opérations liées », et intervient exclusivement sur la période sur le territoire Portugais.

Au cours de la période, cette activité recouvre plusieurs domaines (études, ingénierie, recherche et développement, construction de l'unité P2R - OW2P, collecte) mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

2.5. Notes sur le bilan

2.5.1. Actifs immobilisés Bruts

- Immobilisations incorporelles

Nature des biens immobilisés	31/12/2019	Acquisition	Cession	Virement	30/06/2020
Frais de R&D P2R - OW2P	477 396 €	-	-	-	477 396 €
Logiciels Ecoslops France	5 680 €	-	-	-	5 680 €
Déficits reportables (1)	1 352 752 €	-	-	-	1 352 752 €
Droit d'entrée CLT (2)	500 000 €	-	-	-	500 000 €
Logiciels Ecoslops Portugal	99 132 €	76 558	-	-	175 690 €
Total immobilisations incorporelles	2 434 960 €	76 558	-	-	2 511 518 €

1) Les déficits reportables retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux constatés par notre filiale Ecoslops Portugal. Le montant activé est supporté par les prévisions de bénéfices fiscaux utilisables par la société. Le montant de l'impôt sur les déficits fiscaux cumulés au 31 décembre 2019 d'Ecoslops S.A. n'est pas activé. Au 31 décembre 2019, le montant des déficits fiscaux était de 12 393 k€.

(2) La société Ecoslops Portugal SA a signé le 20 août 2012 un contrat de sous concession avec la société CLT (Companhia Logistica de Terminals Maritimo SA), lui conférant pour une durée de 15 ans l'exclusivité de la collecte

et du traitement des résidus liquides hydrocarbonés dans le port de Sines, au Portugal. Conformément à ce contrat, Ecoslops Portugal SA a versé à CLT un droit d'entrée de 500 000 €.

Ecoslops Portugal SA a versé également un loyer annuel fixe pour l'utilisation des installations et du terrain. Les loyers versés à CLT dans le cadre de ce contrat sont couverts par une garantie bancaire (Cf. § 2.7.4)

- Immobilisations corporelles

Nature des biens immobilisés	31/12/2019	Acquisition	Cession	Virement	30/06/2020
Immobilisations France (Siège)	61 872 €	-	-	-	61 872 €
Immobilisations en cours (1)	10 797 317 €	4 264 829 €	-	-	15 062 146 €
Immobilisations Portugal (2)	21 131 367 €	16 850 €	-	-	21 148 217 €
Total immobilisations corporelles	31 990 556 €	4 281 679 €	-	-	36 272 235 €

(1) Les immobilisations en cours sont essentiellement constituées des investissements liés à la construction de l'unité de Marseille (pour 14.197 k€), des immobilisations en cours au Portugal (pour 760 k€) et des investissements en cours sur la construction de la première unité Mini-P2R (pour 103 k€).

(2) Les immobilisations correspondent au coût de construction de l'unité P2R - OW2P (Oil Waste Processing Plant) mise en service en décembre 2014 et qui permet de produire des carburants marins recyclés conformes à l'ISO 8217.

- Immobilisations financières

Nature des biens immobilisés	31/12/2019	Acquisition	Cession	30/06/2020
Participation non consolidée	19 147 €			19 147 €
Prêts et autres immobilisations financières	155 883 €	1 492 €	4 500 €	148 218 €
Total immobilisations financières	175 030 €	1 492 €	4 500 €	172 022 €

2.5.2. Amortissements

Amortissements	31/12/2019	Dotations	Virement/Cession	30/06/2020
Droit d'entrée (1)	235 875 €	16 667 €		252 542 €
Autres immobilisations incorporelles	312 258 €	45 487 €		357 745 €
Autres immobilisations incorporelles	548 133 €	62 154 €		610 287 €
Immobilisations corporelles	5 966 396 €	614 477 €		6 580 873 €
Immobilisations corporelles	5 966 396 €	614 477 €		6 580 873 €
TOTAL	6 514 529 €	676 631 €		7 191 160 €

1) Le droit d'entrée est amorti linéairement sur 15 ans

2.5.3. Créances

Créances clients	30/6/2020	A moins d'un an
Clients	1 140 316 €	1 140 316 €
Total	1 140 316 €	1 140 316 €

Au 30 juin 2020, le montant des créances clients est intégralement à moins d'un an.

Détail des autres créances

Autres Créances	31/02/2020	A moins d'un an
Impôts sur les sociétés	607 623 €	405 082 €
Taxe sur la valeur ajoutée	1 226 967 €	1 138 570 €
Autres Créances	126 268 €	279 194 €
Total	1 960 858 €	1 822 846 €

2.5.4. Emprunts bancaires

Comme indiqué en 2.2.4, le groupe a contracté en 2019 deux lignes de financements pour un montant total de 24,5 millions d'euros. Aucun tirage n'a été effectué sur ces 2 financements au 30 juin 2019. Les coûts comptabilisés au 30 juin 2019 pour la mise en place de ces financements (commissions de participation, d'arrangement, honoraires d'avocats et conseillers financiers) s'élèvent à 477 k€ et sont comptabilisés en frais d'émission d'emprunts (Charges à répartir), répartis sur la durée des emprunts de façon linéaire.

2.5.1. Emprunts bancaires et dettes financières diverses

Emprunts	31/12/2019	Souscription	Remboursement	Virt Poste à Poste	30/06/2020
ESA - BPI	2 000 000 €	-	-	-	2 000 000 €
ESA – Région PACA	400 000 €	200 000 €	-	-	600 000 €
ESA – Bque Européenne d'Inv.	5 000 000 €	-	-	-	5 000 000 €
E. Provence – Prêt Total	974 610 €	549 780 €	-	-	1 524 390 €
E. Provence – pool bancaire	-	6 500 000 €	-	-	6 500 000 €
EPSA – Banques Portugaises	3 429 367 €	311 926 €	-407 103 €	-	3 334 190 €
IAPMEI (Portugal) – (1)	-	-	-	1 267 411 €	1 267 411 €
Découvert bancaire	2 304 €	-	-1 505 €	-	799 €
Intérêts courus	112 028 €	18 083 €	-112 028 €	-	18 083 €
Total	11 918 309 €	7 579 789 €	-520 636 €	1 267 411 €	20 244 873 €

(1) : Jusqu'au 31 décembre 2019, la partie remboursable de l'aide financière accordée par IAPMEI était classée en « Avances conditionnées ». Compte tenu du caractère certain de cette dette financière, celle-ci a été reclassée en 2020 en « Emprunts et dettes financières diverses ».

2.5.2. Echéance des emprunts et dettes financières, en k€

Emprunts et dettes financières	30/06/2020	Echéances		
		2020	2021-2024	>= 2025
Emprunts France	15 624 k€	-	6 490 k€	9 134 k€
Emprunts Portugal	4 601 k€	1 332 k€	3 109 k€	160 k€
Intérêts courus / découvert	19 k€	19 k€	-	-
Total	20 244 k€	1 351 k€	9 599 k€	9 294 k€

Dans le cadre du contrat de financement conclu avec la Banque Européenne d'Investissement, le groupe dispose d'une capacité d'endettement additionnelle de 8 M€, pour la construction de l'unité d'Anvers.

2.6. Notes sur le compte de résultat

2.6.1. Détail du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par secteur en K€	30/06/2020	30/06/2019
Collecte de déchets	473 K€	457 K€
Vente de Produits Raffinés	2 101 K€	3 595 K€
Vente de vapeur	145 K€	114 K€
Vente d'eau	140 K€	198 K€
Autres	151 K€	188 K€
TOTAL	3 010 K€	4 553 K€

2.6.2. Charges financières nettes

	30/06/2020	30/06/2019
Différence positive de Change		
Autres produits	2 649 €	3 721 €
Intérêts	-234 425 €	-116 360 €
Différence négative de Change	-816 €	-127 €
TOTAL	-232 592 €	-112 766 €

2.6.3. Charges d'impôts

	30/06/2020	30/06/2019
Crédit d'impôt Recherche	202 541 €	199 026 €
Impôt société Portugal	4 215 €	-20 254 €
Impôts différés	-14 291 €	-21 000 €
TOTAL	192 465 €	157 772 €

2.6.4. Résultat par action

	30 Juin 2020	30 Juin 2019
Résultat part du groupe	- 2 268 178 €	- 465 647 €
Nombre d'actions	4 431 734	4 403 290
Résultat de base Part du groupe par action	-0,5118	-0,1058 €
Résultat dilué par action (1)	-0,5118	-0,1058 €

(1) Le résultat dilué par action, du fait de la perte de l'exercice, est identique au résultat de base par action.

2.7. Autres informations

2.7.1. Nombre d'actions composant le capital social

Au 30 juin 2020, le capital est constitué de 4 431 734 actions. Toutes les actions sont intégralement libérées. Au 30 Juin 2020, Ecoslops SA détient 2 204 de ses propres actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu le 28 Juin 2018 avec PORTZAMPARC.

2.7.2. Informations relatives aux parties liées

Les transactions qui ont lieu entre les parties liées sont de nature commerciale. Elles sont réalisées dans les conditions normales d'exploitation.

Les avances en compte courant sont rémunérées.

Les transactions entre les sociétés intégrées ont été neutralisées dans les comptes consolidés.

2.7.3. Effectifs

La répartition de l'effectif moyen en équivalent temps plein est la suivante :

Par Société	30/06/2020	30/06/2019
ECOSLOPS France	11	10
ECOSLOPS PROVENCE	3	1
ECOSLOPS Portugal	41	41
TOTAL	55	52

2.7.4. Engagements hors bilan

Cautions données:

- Caution de 725 000 € au profit de CLT dans le cadre de la sous-concession au Portugal ;
- Caution de 200 000 € au profit de Total Raffinage France dans le cadre du prêt à usage pour le terrain de l'unité de Marseille ;
- Caution de 31 000 € au profit de la Recette Interrégionale des Douanes de Marseille, dans le cadre de la législation applicable sur les produits pétroliers en France.

Engagements donnés dans le cadre des financements bancaires :

- Financement de 18 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement (aucun tirage n'a encore été effectué au 30 Juin 2019) : Nantissement des comptes bancaires de Ecoslops SA et du prêt accordé par Ecoslops SA à Ecoslops Provence (qui s'élève à 400 000 € au 30 juin 2019) ; nantissement de second rang des titres d'Ecoslops Provence détenus par Ecoslops SA. Ces engagements ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 20 juin 2019.
- Financement de 6,5 M€ auprès de BNP, HSBC et Banque Populaire Méditerranée pour l'unité de Marseille : Nantissement des comptes bancaires d'Ecoslops Provence et nantissement de 1^{er} rang sur les titres de cette filiale. Par ailleurs, Ecoslops SA se porte caution solidaire d'Ecoslops Provence dans le cadre des obligations garanties, dans la limite de 4,5 M€. Ces engagements ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 15 février 2019.

2.7.5. Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Il n'existe aucun autre avantage (avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat, paiements en actions) au 30 juin 2020

2.7.6. Evènements postérieurs au 30 juin 2020

Le second tirage de 5 millions d'euros sur le prêt BEI a été effectué en date du 23 juillet 2020 dans le cadre du financement de l'unité de production de Marseille et de la R&D.